

25 juin 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'hôtel de ville de Narbonne, mardi 25 juin 1985, sur les résultats de la politique gouvernementale.

Monsieur le maire,

- Mesdames et messieurs,

- Je suis venu à Narbonne d'abord parce que cela me fait un grand plaisir de mieux connaître, par cette visite, la réalité actuelle de cette ville mais aussi parce qu'elle mérite une visite, qu'elle est belle, que son histoire est grande au-delà de bien des éléments qui me sont apparus au travers de votre exposé et de la courtoisie indéniable de votre propos.

- Sachez que cela n'est lié à rien d'autre. Il est normal qu'un chef de l'Etat visite les régions. C'est la 11ème sur 22. Il me reste donc encore du pain sur la planche. C'est intéressant pour moi, c'est même passionnant. Les élections sont encore assez loin, rassurez-vous monsieur le maire `Hubert Mouly`. D'ailleurs je ne pense pas qu'un voyage présidentiel change grand chose à l'état d'esprit d'une population : ce n'est pas fait pour cela. Je me garderai, contrairement au mauvais usage établi par mes derniers prédécesseurs, d'intervenir pendant une campagne électorale et même en dehors de la législation comme cela s'est fait chaque fois depuis 1958. Donc je ne tomberai dans aucun des excès que vous redoutez et qui ont donné lieu, souvent, vous avez raison, à quelques mauvais exemples. Donc soyez tout à fait tranquille, cela n'annonce pas de plébiscite ou, dans notre langage, "referendum". Je n'ai jamais pensé qu'à Narbonne j'aurais pu grignoter au passage quelques avantages pendant 1/2 heure. Ni vous, ni moi, je pense, ne sommes comme cela. Nous essayons de voir les choses dans leur réalité profonde et il est normal que l'on discute et que l'on conteste la politique des gouvernements que j'ai moi-même appelés à se constituer. C'est normal, je n'en éprouve aucun malaise. Je serai plutôt choqué même que ceux qui ne pensent pas comme le chef de l'Etat ou comme le gouvernement, ou comme la majorité, ne puissent s'exprimer tout à fait librement et je me rends compte depuis hier matin que cette liberté est pleinement exercée par ceux que je rencontre. Je remarque aussi que si j'ai entendu quelques plaintes, personne n'a exprimé celle-là. C'est déjà une bonne chose et si en effet le chef d'Etat, des temps modernes, qui soit venu à Narbonne était Louis Napoléon Bonaparte - alors qu'il n'était déjà plus Président de la deuxième République et qu'il n'était peut-être pas encore Empereur, mais qu'il était déjà tout à fait dictateur, je pense que ce rappel historiquement singulier a au moins l'avantage de montrer que les interrogations sont de tous les temps. Qui ne s'interroge pas ? Et si l'humanité, si les Français cessaient de s'interroger, ils seraient bien mal en point. Et si un gouvernement pouvait avoir la vanité de croire que son action pourrait régler tous les problèmes qui touchent l'ensemble des catégories de Français, alors il serait bien imprudent de l'annoncer et il serait sot d'y croire. L'essentiel, c'est d'avancer.

Le jugement de l'Histoire - nous n'en sommes pas actuellement porteurs, ce n'est pas nous qui ferons ce jugement - retiendra, comme il l'a déjà retenu, ceux qui, premiers dans leurs pays, pendant un temps donné ont, depuis 1000 ans, à deux ans près, constitué l'unité de la France avant de la parfaire à travers les siècles. Cette continuité a été rompue, dans des circonstances fameuses, révolutions, ruptures, guerres civiles, guerres de religion, parfois défaites du pays devant des forces ennemies. Et pourtant, chaque fois, sans doute parce que cette nation a sa force en elle-même - tout individu a sa force en lui-même - cette nation s'est recomposée et les époques qui ont suivi les périodes de grand troubles ont vu un peuple rassemblé reprendre son rang, parfois le premier, jouer son rôle, qui reste immense, dans le marche en avant de

rang - parfois le premier - jouer son rôle, qui reste immense, dans la marche en avant de l'humanité. Voilà mon ambition : elle est que des progrès soient réalisés en nombre suffisant pour que les exigences du temps trouvent une réponse, fût-elle provisoire.

- C'est ce que je cherche avec celles et ceux des Français qui veulent bien soutenir mon action. Etant bien entendu que, lorsque nous sortons de ces débats qui ne doivent pas être condamnés ni calomniés, les combats politiques, la naissance, l'avènement et le maintien de la démocratie, c'est cela. Mais il est vrai qu'en certaines circonstances, il faut que chacun sache se dépasser soi-même et, que lorsque l'intérêt national est en jeu - dans quelques domaines et dans quelques circonstances, pas tous les quatre matins - l'on sache se réunir pour gagner ensemble des batailles nécessaires.

- Je ne lance pas un appel dans ce sens aujourd'hui à Narbonne, je pense tout haut et je continue d'espérer et de croire que les passions - qui sont souvent vives, qui s'enferment derrière des carapaces à angle dur avec parfois même un certain refus de reconnaître le verdict du peuple, qui s'exprime dans le suffrage universel, comme s'il était incongru, pour certaines catégories de la population, que de parvenir au gouvernement à son stade suprême - que les intolérances cèdent le pas aux tolérances et aux réconciliations. Je n'ai jamais hésité à mener le combat pour les idées et pour l'action dans laquelle je croyais : je n'ai jamais non plus refusé et ne refuserai jamais la main qui se tend. Cette main peut se tendre avec noblesse, sans renoncer à représenter la personne qui la tend dans son intégrité et dans ses convictions : mais, voilà, si cela sert la France, il faut le faire !\

Vous avez abordé quelques problèmes, je n'aurai pas le mauvais goût d'engager une discussion de caractère polémique. Je pense que beaucoup a été fait. Je veux cependant redresser une erreur qui s'est glissée au départ dans votre exposé. En me remerciant pour la décentralisation, je vous rends grâce de l'avoir dit, vous avez dit que le financement n'avait pas suivi. C'est une erreur qui est admissible chez un maire, parce que la décentralisation a été opérée essentiellement entre l'Etat, les régions et les départements & les communes, elles, se sont trouvées parfois dans la difficulté car elles ont disposé d'une dotation globale d'équipement. Elles avaient précédemment des subventions, ces subventions n'étaient pas réparties toujours très justement par les gouvernements qui ont précédé 1981 - quels qu'ils fussent, d'un côté ou de l'autre - et la répartition faite entre toutes les communes de départements, de sommes déterminées, fait que certaines de celles qui avaient beaucoup ont moins. Mais ça, c'est entre la commune, le département et la région. L'Etat a transmis scrupuleusement les transferts financiers qui devaient accompagner la décentralisation. Ce n'est pas moi qui le dit, c'est la commission nationale créée à cet effet. Commission nationale composée d'une majorité d'élus et, parmi ces élus, la majorité d'entre eux appartiennent à l'opposition et c'est à l'unanimité que, chaque année, depuis qu'a été adoptée la loi sur la décentralisation, il a été constaté que les crédits avaient été transférés au centime près. Il ne faut donc pas, monsieur le maire, je me permets de vous donner cette indication, se tromper sur la situation particulière d'une ville qui a besoin, sans doute, de remettre en ordre ses relations avec le département et avec la région, puisque vous avez exprimé cette crainte. Alors il doit bien y avoir une raison quelque part : elle n'est pas dans le transfert par l'Etat des financements aux collectivités locales et je défie quiconque d'affirmer le contraire, après avoir pris connaissance, naturellement, des documents en question.\

Donc, la décentralisation est une mesure très importante. Elle est, sur le -plan des structures de notre pays, la plus importante depuis le Premier Empire. Il faut comprendre dans la Constitution de notre nation, qui est la plus ancienne d'Europe, que le souci a d'abord été de resserrer les membres épars d'un pays fort, attiré par des forces centrifuges ou par des influences étrangères. Même de 1789 à 1793, on pouvait et on avait le droit de se poser des questions, en raison même du grand choc que cela représentait sur le -plan de ses convictions politiques et de ses convictions religieuses. On pouvait se demander si ce qui avait été constitué à travers déjà plusieurs siècles, disons environ de l'an 1000 - 987 exactement jusqu'en 1789, on pouvait se poser la question de savoir si la trame serait assez solide. Mais, auparavant, la monarchie s'était posée le même type de problème, vous le savez bien et cela explique, pour une part - mais ne

justifie pas - l'action intolérante, implacable et insupportable qui a été menée lors de la Révocation de l'Edit de Nantes, dont on célèbre aussi le troisième centenaire et qui mérite que des hommes comme vous, que des hommes comme moi, considèrent que cet Acte-là a été l'un des plus dramatiques et des plus injustes de notre histoire, dont les conséquences ont pesé lourdement dans une région proche de la vôtre, étant entendu également que votre région avait déjà connu un drame du même ordre beaucoup plus tôt et toujours pour les mêmes raisons : des raisons d'engagement spirituel, des raisons d'engagement religieux, de foi, de conviction, à quoi s'ajoutaient les ambitions du royaume de France qui regardait d'un oeil jaloux le développement de votre région.

- Mais cette nation s'est constituée et, s'étant constituée, notre devoir à tous, en ayant retiré les bienfaits, c'est de la préserver. Les Jacobins, puis Napoléon 1er ont continué l'oeuvre de Richelieu et de Colbert et la IIIème République a agi de la même façon, jusqu'en 1982 où l'on pouvait estimer que le moment était venu, le temps ayant passé, de renforcer l'unité française en reconnaissant les différences. Pendant des siècles, les différences pouvaient apparaître comme meurtrières ou destructrices. Un moment, parce qu'il y a eu l'école, il y a eu le langage - et je suis de ceux qui voudraient protéger toutes les chances des véritables langues régionales - il y a eu le langage, il y a eu l'identité acquise sous les régimes précédents et, il nous a semblé, il m'a semblé et vous avez bien voulu l'approuver que l'on pouvait sans risque pour l'unité de la France - et vous en êtes le témoignage, vous êtes après tout du Languedoc - qu'il y avait une grande chance de développer le droit à la différence et la responsabilité non seulement individuelle mais la responsabilité de gestion, de ce que l'on appelle, d'un terme un peu abstrait, les collectivités locales, communes, départements, régions. Cela a été fait.\

Vous êtes moins enthousiaste sur quelques autres terrains. C'était visible ou, du moins, audible. La discussion est ouverte, monsieur le maire, face à la crise, qui n'a pas commencé maintenant, qui n'a pas commencé en 1981, qui a commencé pour des raisons extérieures à notre pays, il y a déjà maintenant une douzaine d'années. Cette crise a dévasté d'autres pays que le nôtre. Elles s'est surtout apesantie, malheureusement pour nous, sur l'Europe et sur l'Europe de l'Ouest. Elle frappe plus durement des pays comme la Grande-Bretagne, très durement un pays comme l'Allemagne, et je n'en ferai pas l'énumération. Sur l'ensemble de ce que l'on peut aujourd'hui considérer comme la Communauté économique européenne, mes vœux vont pour que cette Communauté économique devienne de plus en plus une Communauté politique. C'est là que la crise gît parce que les raisons sont multiples.

- Je ne vais pas avoir la prétention de les citer toutes, j'en nommerai certaines qui sont à mes yeux déterminantes : la baisse de la démographie, la baisse considérable de la démographie. Un pays comme l'Allemagne va déclinant. Si l'on suivait la courbe bien entendu il y aura un mouvement contraire mais si on suivait la courbe du développement de sa population quand la France atteindra à partir de ces 55 millions actuels, 60 millions d'habitants, l'Allemagne aura baissé aux mêmes 60 millions. Vous connaissez le phénomène en Hollande, vous connaissez le phénomène en Belgique et vous savez qu'il en va ainsi dans la plupart de nos pays tandis que le tiers monde connaît un développement qui lui alors mériterait d'être traité autrement en raison des déséquilibres que cela provoque.\

` Suite sur la baisse de la natalité"

- Démographie : partout où je vais quand on parle de ce sujet, je dis il faut aller vers des familles plus nombreuses au moins deux enfants, j'espère trois mais cela naturellement tient aussi à des données psychologiques, à ces données psychologiques pour une famille qui, un foyer fondé, des enfants, voudrait qu'ils soient heureux. Bien entendu, tout l'espoir ce reporte sur eux, l'amour, les espoirs. Que vivront-ils ? Eloignons-nous des problèmes qui sont fort importants et qui sont ceux de notre simple gestion nationale. Il y a d'abord la hantise de la guerre et nous sommes nous-mêmes - enfin moi je suis né pendant une guerre mondiale et j'ai combattu pendant l'autre et je ne suis pas le seul sans doute parmi les personnes qui se trouvent ici rassemblées et avec le développement nucléaire, atomique il s'est développé une sorte de crainte souvent inconsciente, comme une sorte de refus de la vie par la menace constante de la mort.\

`Suite sur la baisse de la natalité` Et puis, il y a naturellement les effets de la crise sur le monde de vie et en particulier sur l'emploi, et sur le travail. Sur le travail, les conditions de travail, tout homme, toute femme doit être honoré. Pendant trop longtemps notre pays - vous avez rappelé des souvenirs qui montrent que vous n'êtes pas insensible à cet argument - a gagné, a accru son revenu national, y compris au cours de ces dernières années en dépit de ce qu'il est dit, le revenu national s'est accru - mais lorsque le revenu national s'accroît, il faut aussi que la répartition sociale s'accroisse dans la même mesure et même davantage. Car les catégories les moins favorisées ont beaucoup de retard à rattraper depuis la naissance de la société industrielle. Cette crise est due à des causes qu'il serait trop long d'examiner aujourd'hui, qui n'est pas mondiale puisque l'Extrême-Orient y a totalement échappé, puisque les Etats-Unis d'Amérique commencent à en sortir, qui est européenne, essentiellement européenne et naturellement tiers monde, mais le tiers monde n'avait jamais connu - celui auquel je pense - la prospérité.\

Le problème de l'emploi est pour la France la difficulté particulière car l'instrument de la production est trop souvent vétuste, n'est pas en mesure d'affronter la concurrence internationale et comme je le disais hier, il n'est pas aisé de régler le problème du chômage en un jour, comme on me le demande souvent, en un an. Cette situation ne s'est pas créée en un jour, c'est la lente dégradation de l'instrument dont nous avons besoin pour que notre économie se redresse.

- Mais, c'est en plus la réglementation, et particulièrement la réglementation que vous avez imposée. Quelle réglementation ? J'aimerais qu'on m'en fasse la liste. Quelles réglementations ?

La plupart de celles qui régissent aujourd'hui le droit du travail, en dehors de quelques mesures nécessaires qui ont accru le droit des travailleurs dans l'entreprise, ce sont des mesures et des règlements adoptés les uns depuis un demi siècle, les autres depuis trente ans, d'autres depuis dix ans, mais tous avant que ceux qui gouvernent aujourd'hui ne soient en place y compris les conditions de licenciements, ou d'embauches. La protection du travail : mais qui, ici, pourrait se lever contre une protection rigoureuse du travail et du droit de chacun à recevoir un salaire, à disposer des loisirs à prendre du repos, à bénéficier d'une retraite, qui pourrait s'en plaindre ?

- Non, les causes sont plus profondes : notre appareil industriel n'est pas suffisant, il faut le réformer. Mais il appartient bien entendu surtout aux entrepreneurs de le faire, que ce soit l'Etat dans le domaine public ou que ce soient les entrepreneurs privés dans le secteur privé. Voilà ce qu'il convient de faire. Tout le reste serait mirage. Il faut transformer, il faut moderniser, il faut améliorer. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait auparavant : parce que précisément on s'est laissé bercé par les illusions de la croissance, le monde industriel de l'ouest a vécu une croissance inespérée au lendemain de la dernière guerre mondiale. Alors on a vécu trop longtemps là-dessus en pensant que cela durerait sans que l'on demande l'effort au peuple français pour préparer notre avenir.\

Dans une région comme celle-ci monsieur le maire, mesdames et messieurs, j'ai commencé en allant à Fournès, là dans le Gard pas très loin de chez vous, pour voir une coopérative, une association qui s'appelle "Le Soleil d'Oc" et qui représente 20 % du marché agricole des productions de fruits et de légumes du Gard. Les producteurs me disaient : "nous ouvrons les marchés, nous gagnons d'une année sur l'autre à l'exportation, nous étendons nos bénéfices et cela va bien, cela va très bien".

- Si on développait cette action - c'est un discours qui a été tenu publiquement par le président en question, un jeune agriculteur - ce n'est pas moi qui ai parlé à sa place -, si on allait un peu plus loin, à Alès, dans une entreprise qui s'appelle Crouzet, qui emploie là 500 personnes mais qui en a je crois quelques 3000 dans le reste de la France, où la reconversion des mineurs a commencé et où d'autres travailleurs ont été formés d'une façon intelligente par cette entreprise, sont en mesure de fabriquer les machines plus sophistiquées à base électronique dont certaines d'entre elles sont les plus performantes du monde entier, et ils sont déjà en avance de 10 ans : on se dirait que c'est possible, que c'est donc possible.

- Agriculture, industrie : c'est possible, et c'est possible aussi sur le -plan des équipements publics. Je ne connais pas suffisamment Narbonne pour vous dire, pour apprécier, ce qui a été accompli depuis votre gestion, c'est-à-dire depuis 1971. Mais je suis sûr que vous avez fait du travail et il beaucoup à Montpellier, où il était hier soir et ce matin et où il est nu quand même

travail et j'observai à Montpellier, où j'étais hier soir et ce matin et où j'ai pu quand même davantage circuler, à quel point il y avait des réussites architecturales, tentatives tout à fait remarquables, même exceptionnelles.\

On ne va pas parler du tourisme, j'ai parlé tout à l'heure aux professionnels qui étaient réunis à Céret des problèmes du bâtiment. Je veux que l'on aperçoive un peu partout naître des initiatives, apparaître des réussites qui font penser que si le mouvement était plus général, alors la France serait déjà plus engagée qu'elle ne l'est dans la prospérité. Nous, nous avons une tâche ingrate parce que cette prospérité ne sera assurée que si l'on a rempli quelques conditions. Elles sont simples à énumérer, mais ne sont pas faciles à réaliser comme toujours naturellement.

- La première c'est de faire reculer l'inflation. Tant que nous aurons l'inflation - prenez les deux économies les plus concurrentes, l'Allemagne et la France et les plus associées, l'Allemagne, la France, le plus important client de la France, le plus important fournisseur - une inflation à 2,5 dans un cas et dans l'autre qui est encore au régime de croisière de 6, c'est une perte quotidienne, une sorte d'érosion constante de la monnaie. Pourtant aujourd'hui le franc est plus vaillant que ne l'a été le mark depuis le début de l'année. Mais enfin, en réalité, en profondeur, finalement nous devons gagner cette bataille et il a fallu veiller au grain.

- C'est en même temps des prix trop élevés pour nos produits à l'étranger : certains parviennent à compenser cette différence de prix par une extrême qualité mais cela est réservé à quelques industries tout à fait spécifiques, type parfum, mode, cognac et vous avez certainement dans le Languedoc-Roussillon des produits de ce genre mais c'est tout de même une part qui n'est pas décisive dans l'équilibre général. En tout cas nos industries traditionnelles et nos industries lourdes sont hors d'état de supporter cette compétition avec des prix ainsi constitués : donc la bataille numéro 1, c'est celle-là !

- J'ai hérité de 14 % d'inflation par an. J'ai dit que nous en étions au régime de croisière de 6, j'espère que l'on arrivera à 5 et au-dessous. C'est une lutte nécessaire mais c'est un préalable sans quoi nous continuerons d'avoir, dès que l'on ouvrira les sources de la consommation, une avalanche de produits étrangers qui entreront en France puisque les frontières sont libres. Une avalanche de produits tant que nos industries à nous, françaises, ne feront pas les produits dont les consommateurs français ont besoin, eh bien cela sera comme cela et de nouveau on se trouvera au pire de la crise.\

Il faut commencer par le commencement mais à partir du moment où il y aura moins d'inflation - il y en a déjà beaucoup moins, déjà 8 % de moins en l'espace de trois ans et demi d'exercice budgétaire - nous améliorerons notre commerce extérieur qui du coup s'est déjà raffermi : nous avons 19 milliards de déficit sur le plan des marchandises l'an dernier, alors qu'en 1981 j'avais trouvé 62 milliards de déficit - et la balance des paiements c'est-à-dire les services, le tourisme etc... équilibrée, que l'on ajoute, l'ensemble ajouté aux marchandises a été équilibré. On sera très vite enfoncé si nous relâchons aussi peu que ce soit la politique que nous menons. A partir du moment où nos entreprises fabriqueront produiront et vendront, elles auront retrouvé la prospérité suffisante pour embaucher et si l'on embauche déjà vous verrez se multiplier très rapidement le phénomène qui verra le chômage baisser à grande allure.

- Voilà, j'explique tout simplement le processus d'une politique, c'est-à-dire que la réduction du chômage ne peut qu'être le résultat, la combinaison de la réussite dans d'autres domaines et non pas la précéder.\

En attendant, - et le mot en attendant est lourd de conséquences - il faut que la nation soit solidaire, c'est-à-dire que l'on aide ceux qui souffrent du vrai malheur des temps contemporains, c'est-à-dire du chômage. Il faut que ces femmes et que ces hommes, surtout que ces jeunes, car se sont des jeunes qui font le gros de l'armée des chômeurs, soient soutenus par la nation, il faut qu'ils soient formés, il faut qu'ils soient détenteurs des techniques pour les métiers qu'ils exerceront, c'est-à-dire les métiers productifs capables d'aider la France à gagner cette bataille. Cela nécessite des crédits, cela nécessite du temps, cela nécessite du développement et je sais que les collectivités locales, communes et départements contribuent beaucoup à faciliter la tâche du gouvernement quelle que soit dans la plupart des cas l'opinion politique de ceux qui régissent ces villes. Parce que c'est un besoin de solidarité que chacun d'entre nous éprouve : nous

sommes frappés parfois dans nos familles, dans notre voisinage, parmi nos amitiés, nous voyons bien ce qui se passe dans les collectivités que nous gérons et c'est pour tous une grande souffrance.\

J'arrêterai là pour vous dire que l'on ne peut pas se contenter de jugements hâtifs ou à l'emporte-pièce, on ne peut pas vivre non plus dans un -état de méfiance. Monsieur le maire, vous aviez un certain sourire lorsque vous m'avez demandé les raisons de mon voyage comme si cela ne suffisait pas que d'avoir envie de se rencontrer : moi cela me paraît largement suffisant, eh bien ! chacun son genre et j'ai aussi beaucoup d'intérêts à rencontrer les professionnels, à rencontrer la masse de notre peuple qui se trouve rassemblée en ces circonstances et cela n'annonce rien ! Vous avez parlé de dissolution tout en ajoutant que j'avais dit - et en effet cela m'est arrivé de faire cette confidence mais c'était à un journaliste, d'un journal régional - "est-ce que l'on dissout une Assemblée qui vous soutient fidèlement". C'est vrai que le général de Gaulle, en 1962, s'est trouvé dans cette situation d'avoir à dissoudre l'Assemblée qui lui avait donné la majorité absolue. Je ne m'inspire pas autant qu'on le dit d'un homme que j'ai politiquement combattu, mais si je devais me garder d'imiter ce serait bien par cela-même. Eh bien oui, cela arrive quand même et je pense que cela n'arrivera pas. Il n'empêche que c'est un droit que je détiens et dont j'userai quand je le jugerai bon. Cela ne va pas plus loin : qu'il n'y ait pas d'interprétations multiples ! Éliminez cette suspicion, éliminez du moins ce doute. On va dire, au lieu de suspicion, ce scepticisme et l'on pensera qu'il est quand même bien normal que le Président d'une République, comme la République française, vienne voir les Français là où ils vivent et là où ils travaillent.

- Il y a une certaine contradiction dans les propos qui sont tenus, y compris par vous-même monsieur le maire et pourtant j'ai bien remarqué que votre discours était fort délié. Il y a une contradiction, d'une part on me cite avec un certain orgueil, en tout cas une grande satisfaction, les Présidents de la République ou les monarques qui sont venus dans vos villes. On les énumère et même avec un peu de mauvais humeur on me dit, ici et là, cela m'est arrivé ce matin, cela m'est arrivé hier après-midi - en dehors du général de Gaulle, et encore il n'est pas allé partout, les autres ne sont pas venus et même sous la troisième République... bon il paraît que M. Doumergue, mais il n'était pas loin d'ici... non, ils ne sont pas venus et on s'en plaint. On trouve vraiment très ingrat ce pouvoir central qui ne vient pas dans les provinces, qui ne vient pas dans les régions et puis quand il vient on lui dit : "pourquoi est-ce que vous venez ?" Il faudrait peut-être s'entendre là-dessus. Voilà j'en ai fini, j'ai beaucoup d'autres choses à dire mais j'aurai d'autres occasions, de grandes occasions et j'en userai pleinement.

- D'ici là, laissez-moi remercier la population narbonnaise, laissez-moi remercier le maire de Narbonne pour un accueil qui pour moi représente une étape intéressante et finalement vu par mes yeux, cela vous étonnera peut-être, oui, j'ai quelques joies et sympathies à venir rencontrer dans cet hôtel de ville si beau ceux qui en ont la charge.

- Merci.\